

## **CHALCIDIQUE**

Les mines de Chalcidique représentent un ensemble de 317 km<sup>2</sup> de concessions minières qui incluent deux mines souterraines (le site actif de *Stratoni* et un site inactif, *Olympiada*), une série de régions-cibles connues et une importante propriété foncière. La dernière entreprise à avoir essayé de l'exploiter à la fin des années 90, la canadienne **TVX Gold**, a échoué dû à la très vive résistance des communautés locales et à l'invalidation des permis par le Conseil d'État (l'équivalent national de la Cour suprême, plus haute instance du pays à posséder le pouvoir de révocation).

En décembre 2003, l'État grec a transmis les titres de propriété à l'entreprise **Hellas Gold**, sans appel d'offres et par un processus particulièrement sombre. Ultérieurement, la Commission européenne a condamné la Grèce pour la transaction. Le montant dérisoire consenti, un total de 11 millions d'euros, n'a pas été encaissé par l'État mais plutôt servi à rémunérer les travailleurs laissés sans salaire par **TVX Gold**. Immédiatement après la transaction, un évaluateur indépendant a estimé la valeur des mines à 450 millions de dollars. **Hellas Gold** a été vendue à 95% à une autre entreprise canadienne, **European Goldfields** puis ensuite à **Eldorado Gold**. Le 5% résiduel appartient au plus puissant consortium de construction du pays, également propriétaire de grands médias de masse, ce qui explique que notre lutte reste inconnue et presque invisible.

La stratégie de développement de **Eldorado Gold** inclue la remise en fonction de la mine *d'Olympiada*, riche en or, l'aménagement d'une nouvelle mine à la fois souterraine et à ciel ouvert dans la région totalement vierge de *Skouries*, et la construction d'une usine métallurgique pour produire des métaux purs. Le projet de *Skouries* est la création d'une mine de cuivre et d'or de type *open-pit* (la première du genre en Chalcidique) d'un diamètre de 700 mètres - d'après l'entreprise, beaucoup plus dans les faits - ainsi que d'une mine souterraine de 800 mètres de profondeur par la suite. Cette mine est la principale source de conflit avec les populations locales parce que la montagne visée, le *Kakavos*, abrite une forêt ancestrale précieuse ainsi que les plus importantes ressources en eau de toute la Chalcidique. Un certain nombre d'autres secteurs ont été identifiés pour la prochaine étape d'exploitation et l'intégrité de la montagne ainsi que celle de son écosystème seront indubitablement compromises.

L'investissement a été approuvé en juillet 2011 malgré la très forte contestation de la communauté locale qui a pris d'assaut les rues pour manifester contre le projet pendant plus d'un an. Il n'y a eu aucune consultation publique tout au long du processus d'évaluation afin de délivrer les permis. Les résidents de la région n'ont eu aucune tribune pour exprimer leur opinion sur ce projet colossal, que ce soit en partie ou dans son intégralité, leur position étant ouvertement connue. Les résultats des organismes scientifiques indépendants tels que la Chambre technique de Grèce - département de Macédoine et le Conseil de l'environnement de l'Université aristotélienne de Thessalonique qui ont émis des avis négatifs sur l'investissement n'ont pas été pris en considération. Leurs conclusions corroborent la position selon laquelle les projets de développement auraient des conséquences graves sur les ressources en eau, les forêts, la qualité atmosphérique ainsi que sur la capacité de la région à faire face à des phénomènes climatiques intensifiés par une intervention d'aussi grande ampleur.

Il s'agirait d'une augmentation phénoménale de l'exploitation minière, totalement incompatible avec les spécificités de la Chalcidique qui, loin d'être un désert, est une région sensible densément peuplée et d'une beauté unique. La région a toujours connu des mines de plus petite envergure et jusqu'à maintenant exclusivement souterraines. Malgré cela, elles ont laissé un lourd héritage causant un ruissellement acide et environ 30 millions de tonnes de déchets toxiques dispersés dans la terre et la mer. En 2500 ans d'histoire d'exploitation minière, la région a produit au total 35 millions de tonnes de minerais alors

que les estimations pour les 20 à 25 années d'exploitation à venir se chiffrent autour des 400 millions de tonnes.

Les mines de Chalcidique sont privées et leurs richesses minérales appartiennent aux entreprises qui les exploitent. En ce qui les concerne, les règlements nationaux de l'industrie minière ne prévoient pas de droits d'exploitation pour les sites, ni de redevances à l'État. Les modifications proposées à la loi au début de l'année n'ont pas avancé. Les seules retombées positives qu'aura cette destruction sur la région sont 1300 emplois et l'impôt sur le revenu – si l'État grec parvient un jour à récupérer les taxes d'une minière multinationale. La valeur du minerai contenu est évaluée à environ 20 milliards de dollars.

L'entreprise et le gouvernement ont également omis d'évaluer les répercussions à prévoir sur l'économie locale dont les piliers sont le secteur primaire et le tourisme. Agriculture, élevage, pêche, apiculture et évidemment tourisme qui dépendent directement de la qualité de l'environnement risquent d'être gravement touchés. La Chalcidique est aujourd'hui la troisième plus importante destination touristique de la Grèce. Toutefois, l'entreprise déclare dans son étude qu'avec la concrétisation de son projet, la région se distancera du secteur agrotouristique pour se tourner plutôt vers les activités industrielles.

### **PROCÉDÉ DE TRAITEMENT**

L'entièreté de l'étude d'impacts environnementaux tout comme son approbation sont basées sur un mensonge : l'entreprise prétend utiliser un procédé métallurgique qui n'implique pas l'utilisation de cyanure.

Dans les faits, le procédé de fusion flash préconisé par **Eldorado Gold** est très répandu dans l'industrie du cuivre, mais les écrits scientifiques et les essais démontrent qu'il n'est pas applicable à tous les minerais de Chalcidique, malgré les approbations consenties. La forte concentration en arsenic et autres éléments indésirables génèrera un volume important de gaz très toxiques qui menacera en premier lieu la santé des travailleurs. Dans son évaluation des impacts environnementaux, **Eldorado Gold** déclare que le procédé a été testé sur les minerais de la région et que les expériences démontrent son applicabilité à l'échelle industrielle. Les résultats de ces tests n'ont jamais été réclamés par les autorités. D'autres documents de l'entreprise, ultérieurs aux approbations, indiquent que le procédé est encore au stade de recherche et développement et que seuls des tests à très petite échelle ont été réalisés. Il est donc aisé de penser que l'entreprise (initialement **European Goldfields** puis **Eldorado Gold**) a trompé les autorités chargées de délivrer les permis.

Avant même que l'extraction ait commencé, le déchirement du tissu social est visible entre ceux qui appuient le projet et ceux qui s'y opposent. La situation s'est considérablement détériorée depuis la reprise du projet par **Eldorado Gold**, avec la politique de division de la communauté locale mise en place et le recours à la brutalité policière pour taire la contestation. Depuis mars 2012, chaque tentative de manifestation contre le projet s'est heurtée aux *MAT* (« unités de rétablissement de l'ordre »), aux bombes lacrymogènes, aux balles de plastique et à une violence en constante augmentation. L'entreprise et le gouvernement semblent penser qu'un plan d'investissement rejeté par la majorité de la population peut être imposé par la violence et la répression. D'importantes forces policières sont quotidiennement déployées pour sécuriser les installations de **Eldorado Gold**, toujours plus imposantes lorsque des manifestations sont prévues.

L'attaque incendiaire qui a eu lieu sur le site de *Skouries* le 17 février dernier a permis de justifier la marginalisation de l'ensemble du mouvement et le recours à une répression encore plus brutale dans les mois qui ont suivi. Environ 150 résidents de *Ierissos* et d'autres villages ont été interrogés et forcés de fournir un échantillon d'ADN, pratique illégale, permettant ainsi la création de la première « banque d'information génétique » d'Europe

dans le but d'inculper des individus. *Ierissos* a vécu une journée de terreur le 7 mars lorsque la police antiémeute, les *MAT* et d'autres unités lourdement armées, prétextant des perquisitions chez les suspects, ont envahi le village en allant jusqu'à lancer des bombes lacrymogènes dans la cour de l'école. De nombreux enfants ont requis des soins médicaux alors qu'un bébé de 10 mois a été hospitalisé pour une anémie provoquée par les gaz.

Le 10 avril, lors d'une démonstration de force injustifiable, la police a fait irruption dans deux maisons de *Ierissos* à 3 heures du matin et, défonçant les portes, s'est emparée de deux hommes devant leurs enfants en pleurs. Les deux individus ont été emprisonnés par une procédure totalement illégale, des preuves truquées et des accusations manipulées, comme dénoncent leurs avocats, et ils sont incarcérés en attente de leur procès. Dix-huit autres résidents ont été identifiés comme suspects et vivent une situation singulière de prise d'otage en attendant leur arrestation. Les avocats décrivent l'existence du « Guantanamo » qui a pris forme dans l'est de la Chalcidique, un laboratoire expérimental de méthodes de répression visant à terroriser les résidents ainsi qu'à détruire leurs plans de résistance aux projets **d'Eldorado Gold**.

Le Conseil d'État a récemment rejeté les recours déposés par la société civile contre les permis en reprenant intégralement l'argumentaire de l'entreprise. Notons qu'en 2002, la même instance avait invalidé les permis de **TVX Gold** pour une usine d'or à *Olympiada* alors qu'il s'agissait d'un projet de plus petite envergure entraînant de bien moindres répercussions environnementales.

À l'extérieur de la Chalcidique, deux projets d'extraction d'or sont prévus pour les sites de *Perama* et de *Sapes* dans la région de Thrace. Tous deux annulés par le Conseil d'État la décennie dernière, les projets ont réapparu au cours des dernières années, sous une nouvelle bannière corporative.

Le site de *Perama* appartient maintenant à 100 % à **Eldorado Gold** qui pense exploiter la mine d'or à ciel ouvert en utilisant le procédé d'extraction au cyanure. Les procédures d'évaluation sont en mode accélérées et ont atteint la phase finale d'approbation environnementale, uniquement ralenties par l'effarante réaction de la population et des autorités locales.

Le site de *Sapes* appartient à 80 % à l'entreprise australienne **Glory Resources** et à 20 % à **Eldorado Gold**. Il s'agit en réalité de deux mines très rapprochées, une à ciel ouvert et une souterraine. Pour le moment, seule la phase préliminaire de l'évaluation environnementale a été complétée.

Tout comme en Chalcidique, des explorations sont en cours dans plusieurs autres régions voisines reconnues pour leur minéralisation. En Thrace, qui n'a jamais connu d'exploitation minière, les résidents et agriculteurs de la région n'ont pas tardé à réaliser les dangers inhérents pour l'eau et la qualité de leurs récoltes, donnant naissance en 1999 à un mouvement fulgurant de contestation de l'industrie minière appuyé par l'ensemble de la population locale ainsi que par leurs élus régionaux. Cette dynamique se maintient malgré la crise économique que traverse actuellement la Grèce.

Les groupes de contestations des mines d'or de Chalcidique et de Thrace travaillent en étroite collaboration depuis plus d'une décennie. Récemment, une nouvelle région du nord de la Grèce s'est jointe au mouvement, *Kilkis*, où il existe un site minier public à louer. Le ministère de l'Environnement a annoncé un appel d'offres en 2012, au terme duquel le projet a été octroyé à l'entreprise de construction **Aktor**, partenaire de **Eldorado Gold** en Chalcidique. Nous avons donc de bonnes raisons de croire qu'à la fin de ce processus, toutes les mines d'or de la région appartiendront à une seule entreprise, **Eldorado Gold**. La résistance est également exacerbée par la présence d'uranium dans la région, fait qui n'a

---

pas été mentionné lors de l'appel d'offres et qui représente une grave menace pour la santé publique si le projet de développement aboutit.

Les résidents des trois régions touchées font front commun dans un mouvement solidaire et ont défini un Comité de lutte pour coordonner leurs actions. Ils unissent leurs voix pour demander à **Eldorado Gold** et au gouvernement canadien de cesser de promouvoir les projets qui vont à l'encontre de la volonté des populations locales et mettent leur futur en péril.

---